

Fichier d'information de fond

Feuille de route de l'escalade:

Comment le conflit turco-kurde s'est-il à nouveau enflammé?

8 Août 2015



Communauté des femmes du Kurdistan (KJK)

Organisation faîtière du Mouvement de libération des femmes kurdes

www.kjk-online.org - kjk.mideast@gmail.com

Sommaire

Évaluation politique par le KJK

Chronique politique:

Résumé des événements politiques importants au cours des 6 derniers mois en Turquie

Chronique militaire:

Actions militaires de l'armée turque et des forces de la guérilla kurde au cours des 6 derniers mois en Turquie

Annexe:

Plans

I. Évaluation politique par le KJK

L'Etat turc a déclaré la guerre totale au peuple Kurde. La décision de suivre cette stratégie de guerre totale a été prise lors de la réunion du Conseil National de Sécurité de la Turquie du 30 Octobre 2014, alors que la résistance contre les attaques de l'organisation terroriste EIIL à Kobanê, en Kurdistan syrien (c.-à-d. Kurdistan Ouest, la région kurde de Syrie) atteignait son apogée. Cette réunion, qui a duré plus de 10 heures, a été illégalement présidée par le président turc Recep Tayyip Erdoğan ; conformément à la loi Turque, seul le Premier Ministre du pays ne peut conduire les réunions du Conseil de Sécurité Nationale.

Alors que l'Etat Turc se préparait à la guerre contre le peuple Kurde à l'intérieur des frontières de la Turquie et contre les Kurdes du Rojava et du Kurdistan Sud (nord de l'Irak), en même temps, il a poursuivi des pourparlers de paix avec le leader kurde emprisonné Abdullah Öcalan sur l'île d'Imrali.

Cependant, ces pourparlers n'ont eu aucun caractère officiel, puisqu'aucun cadre juridique n'existait pour ces pourparlers de paix. Ainsi, Abdullah Öcalan lui-même, le Parti populaire démocratique pro-kurde (HDP), et le public démocratique en Turquie ont insisté sur la nécessité de la mise en place d'un cadre juridique et constitutionnel pour le processus de paix en Turquie à travers le passage d'une loi. Dans le même temps, le cessez-le-feu de facto entre l'armée Turque et les forces de la guérilla Kurde a été de plus en plus menacé alors que des éléments de l'armée Turque ont commencé à mener des opérations militaires dans le but de provoquer des affrontements. Le gouvernement de l'AKP, qui a décidé de mettre fin au processus de paix lors de la réunion du Conseil national de sécurité, avait besoin d'une raison de blâmer le côté Kurde afin de pouvoir mettre fin au dialogue en cours sur l'île d'Imrali.

Abdullah Öcalan était conscient de ce danger. Pendant les pourparlers entre Öcalan, des représentants du HDP, et les fonctionnaires de l'Etat turc, il a insisté sur la nécessité d'une déclaration commune concernant le processus de paix. Avec la « Déclaration de Dolmabahçe », qui a été faite à la presse par des représentants de la HDP et le gouvernement Turc le 28 Février 2015, il visait à éviter les provocations et de sécuriser le processus de paix. En outre, à cette étape, il a essayé de forcer l'Etat à mettre fin à la phase en cours du dialogue officieux sans résultats concrets et à entâmer un véritable processus de négociation.

Nous en tant que Mouvement de Libération des Femmes Kurdes faisons tout notre possible pour contribuer à un réel processus de paix pour une solution juste et démocratique de la question kurde en Turquie. Le Mouvement de Libération des Femmes Kurdes en Turquie et dans le nord du Kurdistan est représentée au sein de la délégation HDP qui a pris part aux pourparlers de paix sur l'île d'Imrali par Ceylan Bağrıyanık. Les femmes Kurdes et Turques ont fondé le Conseil de la Liberté des Femmes en tant qu'organe commun pour développer les revendications des femmes, mobiliser les femmes de partout dans le pays pour le succès du processus et rendre compte de la volonté collective des femmes.

En tant que KJK, au sein de nos propres rangs, nous avons fondé la Commission de la Liberté des Femmes pour évaluer le processus à partir d'un point de vue féminin, rédiger des projets de propositions pour une nouvelle constitution et intervenir.

En outre, en tant qu'organisation, nous avons eu des réunions avec différentes institutions internationales de premier plan travaillant sur les processus de paix, où nous avons discuté du rôle des femmes dans le processus.

Mais malgré tous les efforts de notre chef Abdullah Öcalan, du KCK en tant qu'organisation faîtière du Mouvement de Libération Kurde, du KJK en tant qu'organisation faîtière du Mouvement de Libération des Femmes, et des forces de la guérilla Kurde, qui ont tout fait pour empêcher des affrontements et maintenir le cessez-le feu de facto avec l'armée Turque, du peuple Kurde qui, malgré tout les attaques menées par l'Etat Turc avec des dizaines de victimes

civiles et des centaines d'emprisonnements, a continué à soutenir un processus de paix avec la Turquie et les femmes en Turquie et au Kurdistan du Nord, qui protestent toujours contre l'Etat turc en disant : « Nous ne vous laisserons pas faire la guerre », l'AKP a pressé le bouton de la guerre.

Seulement quelques jours après la Déclaration de Dolmabahçe, le président Turc, M. Erdogan a déclaré que l'accord entre Öcalan et le gouvernement était invalide. Ce faisant, il a pratiquement annoncé la fin des négociations de paix. Si vous regardez l'attitude du gouvernement, qui n'a fait aucun pas concrets au cours des pourparlers, cette déclaration par Erdoğan semble logique. Car, avec la Déclaration de Dolmabahçe et la participation d'une délégation de surveillance, Öcalan a voulu donner au processus un caractère officiel et juridique et forcer l'état à entamer de réelles négociations. Comme le gouvernement de l'AKP, sous la direction de M. Erdoğan, qui agit à la fois comme Président, Premier ministre et Chef d'État-major, avait secrètement pris la décision de la guerre, ils n'allaient pas entamer des négociations de paix avec les Kurdes. Mais ils avaient besoin de se blanchir et de blâmer les Kurdes.

Par conséquent, l'AKP a mobilisé toutes ses forces - du gouvernement aux médias, des nationalistes

à l'armée - pour éviter que le HDP entre au parlement. Avant les élections, des représentants de haut niveau de l'AKP ont déclaré qu'il n'y aurait pas de processus de paix si l'AKP n'obtenait pas la majorité absolue. Si le HDP n'avait pas réussi à obtenir plus de 10% des voix, l'AKP serait à présent en mesure d'établir un système présidentiel en Turquie avec la majorité absolue au parlement, et des représentants du parti n'auraient aucune légitimité légale à participer aux pourparlers de paix et à faire de la médiation entre l'Etat et le PKK.

En outre, Erdogan lui-même a donné l'ordre d'arrêter toute négociation avec Abdullah Öcalan. Depuis le 5 Avril 2015 ni la délégation du HDP ni ses parents ou avocats n'ont pu lui rendre visite.

Il est en isolement total. Mais ce n'est pas seulement sa personne, mais aussi la perspective de la paix et d'une solution démocratique qui sont en isolement.

En tant que KJK, nous avons maintes fois souligné la relation sale entre l'AKP et EIIL. Nous avons mis en garde contre les plans sales de l'AKP et leurs préparatifs de guerre. Nous avons appelé le peuple en Turquie a renforcer la lutte pour une véritable démocratisation en Turquie, contre la dictature fasciste et totalitaire qu'Erdoğan cherche à instaurer.

Mais en dépit de tous les avertissements après une importante perte de voix, l'AKP a commencé à prendre sa revanche sur les Kurdes et supporters Turcs du HDP. L'attentat à la bombe de Suruç du 20 Juillet 2015, qui a tué 32 électeurs du HDP, doit être considéré dans ce contexte. Alors que l'EIIL n'a pas encore pris la responsabilité de cette attaque, l'AKP a utilisé ce massacre pour une nouvelle vague d'attaques contre les Kurdes. Dans les jours qui ont suivi le massacre, plus de mille Kurdes et gauchistes ont été arrêtés. À Ağrı, les Forces Spéciales Turques ont perquisitionné une maison et tué trois jeunes Kurdes à l'intérieur. À Cizre, un garçon Kurde a été abattu par la police après que ses mains et ses pieds aient été liés. À Silopi, des policiers Turcs ont tué 3 Kurdes, blessé 8 personnes, brûlé 6 maisons et vidé un quartier.

Simultanément à ces attaques à l'intérieur de la Turquie, le 24 Juillet 2015, l'Etat Turc a commencé à

lancer des frappes aériennes au Kurdistan du sud (nord de l'Irak) contre les forces de la guérilla et les civils qui y vivent. Le 1er Août, au premières heures du jour, des avions de guerre Turcs, ont attaqué le village Zergele à Qandil, tuant 8 civils et blessant gravement 15 personnes. Malgré tous les rapports, l'Etat Turc continue à affirmer que les personnes tuées n'étaient pas des civils, mais des combattants du PKK.

En effectuant ces attaques répétées, l'Etat Turc ne tient pas compte du droit international alors

que le Gouvernement central Irakien a déclaré que les frappes aériennes transfrontalières de l'armée Turque étaient une agression de la souveraineté Irakienne et appelé le gouvernement de l'AKP à cesser immédiatement les bombardements. Le massacre de civils non protégés à Zergele constitue un crime de guerre et un crime contre l'humanité.

Le gouvernement de l'AKP - qui ne possède actuellement aucune légitimité - tente de légitimer ses frappes aériennes illégales en tant qu'« auto-défense contre les attaques du PKK ». À la communauté internationale, il prétend que les frappes aériennes sont des représailles pour le meurtre de deux policiers Turcs à Ceylanpınar, Urfa le 23 Juillet 2015. Un groupe, qui se disait « Groupe Fedayin Apoïste », a reconnu la responsabilité de ces tueries, accusant les deux policiers de collaboration avec l'EIL et déclarant l'acte en représailles aux massacre de Suruç.

Selon les lois de la guerre, les opérations de représailles sont limitées à une action militaire. Même si les frappes aériennes contre les positions de la guérilla dans le sud du Kurdistan (nord de l'Irak) avaient lieu dans le contexte de représailles - ce qui est faux - seul un raid aérien pourrait être légitimé. Mais les frappes aériennes se sont poursuivies depuis le 24 Juillet 2015.

Ces frappes aériennes illégales et illégitimes font partie d'une guerre totale contre les Kurdes. Ils visent à provoquer une escalade du conflit Turco-Kurde et à provoquer la guerre civile. Ils doivent être considérés dans le cadre d'une stratégie sale et extrêmement dangereuse, qui renforce l'EIL pour affaiblir le Mouvement de Libération Kurde en Turquie, au Rojava et Kurdistan du sud (Irak). L'AKP est prêt à une effusion de sang illimité, seulement pour assurer et étendre son pouvoir.

Nous avons préparé ce fichier d'information pour marquer les principales étapes et les développements qui ont conduit à l'escalade du conflit. Vous trouverez deux chroniques. L'une donne un aperçu du processus politique en Turquie après la Déclaration de Dolmabahçe en Février, et l'autre rend compte des efforts de l'armée Turque pour provoquer des affrontements et la réponse des forces de la guérilla entre Février et Août 2015. Nous vous demandons de prendre en compte ces informations pour déterminer vos propres conclusions sur la situation actuelle en Turquie et au Kurdistan.

En outre, nous appelons la communauté internationale, les organisations et la démocratie publique :

- À intervenir pour la solution pacifique du conflit entre l'Etat turc et la partie Kurde et à appeler le gouvernement AKP à entamer des négociations officielles avec Abdullah Öcalan
- À faire tous les efforts possibles pour faire cesser les frappes aériennes et les opérations militaires de la Turquie au sein des frontières de la Turquie, la Syrie et l'Irak
- À envoyer des délégations au village de Zergele, où des avions de combat Turcs ont tué 8 civils,
- et à faire des enquêtes
- À lancer une enquête contre l'Etat Turc pour violation des lois internationales de la guerre,
- ciblant délibérément des civils et, ce faisant, commettant des crimes contre l'humanité
- À amener à des sanctions juridiques et diplomatiques contre l'Etat turc

**Communauté des femmes du Kurdistan (KJK)
Août 2015**

II Chronique politique

28 Février 2015

Déclaration commune sur le processus de paix de la délégation du HDP et des officiels Turcs ('Déclaration de Dolmabahçe') :

Les députés du HDP qui assistent aux pourparlers de paix entre Abdullah Öcalan et l'intelligence Turque et les représentants du gouvernement Turc annoncent un accord sur les principaux thèmes de négociation pour la solution de la question Kurde en Turquie. Le député HDP Sırrı Süreyya Önder lit les 10 points, formulés par le leader emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, comme « la colonne vertébrale pour la démocratie réelle et la grande paix ».

- 1- Définition et contenu de la politique démocratique
- 2- Définition des dimensions nationales et locales de la solution démocratique
- 3- Garanties juridiques et démocratiques de libre citoyenneté
- 4- Grandes lignes en accord avec la connexion entre la politique démocratique et l'État et la société et son institutionnalisation
- 5- Dimensions socio-économiques du processus de solution
- 6- Gérer la connexion entre la démocratie et la sécurité dans le processus de solution à l'intérieur du cadre de l'ordre public et de la liberté
- 7- Solutions juridiques et garanties pour les questions des femmes, de la culture et de l'écologie
- 8- L'amélioration d'une compréhension démocratique pluraliste dans la définition et la reconnaissance de l'identité
- 9- La définition de la république démocratique, de la patrie commune et de la nation au sein des principes démocratiques. Garanties juridiques et constitutionnelles dans un système démocratique pluraliste
- 10- Une nouvelle constitution, qui vise à internaliser toutes ces étapes et transformations démocratiques

1 Mars 2015

Pervin Buldan, membre de la délégation HDP assistant aux pourparlers de paix, souligne qu'Öcalan n'appellera le PKK à convoquer un congrès extraordinaire pour prendre la décision de déposer les armes, que si le gouvernement Turc accepte les 10 points et autorise un conseil de surveillance neutre pour assister aux pourparlers de paix.

2 Mars 2015

PM Turc : Le PKK a déjà décidé de déposer les armes

Le Premier ministre Turc Ahmet Davutoğlu déclare qu'ils ne visent pas à parler d'abord des 10 points, puis ensuite de déposer les armes. Davutoğlu dit que les 10 points contiennent déjà la décision du PKK de déposer les armes : « Il n'y a aucune condition préalable, en disant "D'abord nous allons parler des 10 points et plus tard de déposer les armes". (...) Nous n'envisageons pas un comité de surveillance comme troisième œil ».

4 Mars 2015

La délégation HDP annonce un appel d'Abdullah Öcalan à la presse et du public:

« C'est la plus grande avancée que dans la dernière année des gens ne soient pas morts. La première étape du processus est terminée. Mais la deuxième étape n'a pas encore commencé. Pour entamer la deuxième étape, la préparation d'une infrastructure du processus est nécessaire. En ce qui concerne le processus, nous parlons, nous faisons des évaluations mais en réalité tout cela est illégal. Cela ne se déroule pas dans un cadre juridique. Si l'infrastructure était prête, la deuxième étape pourrait commencer dans un cadre juridique. Tant que la question Kurde reste irrésolue, les questions de la Turquie ne seront pas résolues. Donc tout le monde devrait apporter une contribution dans cette période électorale sensible. Ensuite, il sera possible de faire de grandes avancées en faveur de la démocratie ».

11 Mars 2015

Le Vice-Premier ministre Yalçın Akdoğan et les Députés HDP Pervin Buldan et Sırrı

Süreyya Önder se rencontrent. Après la réunion Buldan annonce qu'une délégation de surveillance de 16 membres a été créée. La délégation participera aux pourparlers de paix entre Abdullah Öcalan et l'Etat Turc.

14 Mars 2015

Erdoğan : Il n'y a pas de question Kurde

Le président Turc, Recep Tayyip Erdogan répond à une question au sujet de la solution de la question Kurde : « Il n'y a jamais eu de question Kurde dans ce pays. Mais ils gardent cela intentionnellement à l'ordre du jour. Mon citoyen Kurde a autant de problèmes que mon citoyen Turc. Depuis des années, ils prennent sur le temps de la Turquie avec la question Kurde. En raison de ce qu'ils sont en train de tuer 40 mille personnes. »

21 Mars 2015

Message d'appel de Newroz d'Abdullah Öcalan à une nouvelle ère :

« (...) Aujourd'hui, la lutte que nous avons menée pour la fraternité des peuples et pour la paix a atteint un seuil historique. Bien que notre lutte de quarante ans, avec toutes ses angoisses, n'a pas été pour rien, elle a atteint un stade insoutenable. Notre histoire et notre peuple exigent une société démocratique et une solution de paix qui conviennent à l'esprit de l'âge. Sur cette base, sur la base de la déclaration des dix points officiellement annoncée par nous tous au Palais de Dolmabahçe, commencer un nouveau processus est la responsabilité à laquelle nous sommes tous confrontés. (...) Il est temps maintenant de clore cette histoire cruelle et destructrice et de passer à une paix, une fraternité et une démocratie correspondant à notre véritable passé. Mes croyances et ce que je sais être vrai sont ce qui me force à surmonter les États-nations, nés du violent, tout-consommatoire, nationalisme destructeur, avec la politique démocratique et des identités ouvertes et démocratiques, afin de parvenir à une communauté. J'appelle les États-nations à réaliser en eux-mêmes une nouvelle forme de politique démocratique et de communauté démocratique et de construire entre eux un nouveau foyer partagé, et démocratique au Moyen-Orient. (...) »

22 Mars 2015

Erdoğan : La délégation de surveillance et la réunion de Dolmabahçe ont tous les deux tort

Le président Erdoğan répond aux questions des journalistes sur son chemin de retour d'Ukraine : « Ceux qui continuent à dire qu'il y a une question Kurde dans ce pays font un mauvais usage du Kurdicisme politique. Des étapes comme la délégation de surveillance sont ouvertes à l'ustensilisation. Personnellement, je ne trouve pas juste que le Vice-Premier Ministre ait donné cette image aux côtés d'un groupe, qui est actuellement au parlement, à Dolmabahçe ». Erdoğan ajoute également qu'il est contre la déclaration des 10 points.

5 Avril 2015

KCK : AKP veut mettre fin au processus

Le Conseil exécutif du KCK répond à la déclaration d'Erdogan : « Erdogan a annoncé officiellement que ce processus, qui est parvenu à une impasse il y a longtemps et qui de fait n'existe pas, veut être complètement stoppé par l'AKP. » KCK souligne que l'AKP doit entamer des négociations juridiques avec leur leader Öcalan.

15 Avril 2015

Délégation HDP : l'État a violé le cessez le feu

La délégation HDP, qui a participé aux pourparlers avec Öcalan, annonce que l'opération de l'armée Turque à Ağrı constitue une violation du cessez-le-feu entre l'armée et les forces de la guérilla et déclare : « Ce dernier incident et le blocage du processus de solution nous montrent une fois encore combien est extrêmement important un conseil de surveillance. (...) Le gouvernement doit cesser de violer le cessez-le feu et prendre les mesures qui sont nécessaires au processus de solution ».

26 Avril 2015

Le Co-président du KCK : Le gouvernement se prépare à la guerre

Le Co-président du KCK Cemil Bayik : « Ce gouvernement est un gouvernement de guerre. Ils se préparent pour guerre dans le nord [la Turquie] et au Rojava [la Syrie]. Ils font d'importants préparatifs de guerre. Le Peuple Kurde doit s'organiser. Il faut se protéger contre d'éventuelles attaques ».

28. Avril 2015

Erdoğan : Il n'y a pas de table

Président Recep Tayyip Erdoğan : « Il n'y a pas de table autour de laquelle les gens sont assis. Autrement l'État s'effondrerait. »

6 mai 2015

Davutoğlu : Le PKK n'a pas déposé les armes en 2013

Le Premier Ministre Davutoğlu : « Nous avons dit, déposez les armes. Ils allaient le faire en mai 2013. Les éléments armés allaient quitter la Turquie. L'ont-ils fait ? Pourquoi n'ont-ils pas déposé les armes ? Est-ce possible de parvenir à quelque chose avec la lutte armée dans ce pays? Allez-vous vous résigner aux armes, à la terreur ? »

Le 12 mai 2015

KCK : En raison de l'attitude d'Erdoğan, nous avons stoppé les préparatifs de congrès

Le membre du Conseil exécutif du KCK Duran Kalkan: « En raison de l'attitude de Tayyip Erdoğan et de son parti l'AKP, qui est contre le processus de démocratisation et de solution, et parce qu'ils n'entament pas de processus de négociation, nous avons stoppé les préparatifs de notre congrès. Il ne peut y avoir de tel congrès, de telles discussions et décisions dans ces circonstances ».

Le 13 mai 2015

Akdoğan : Ce serait bien si le HDP ne pouvait pas franchir le seuil

Le Vice Premier Ministre Yalçın Akdoğan : « A mes yeux, il serait dangereux si le HDP parvient à traverser le seuil. Ce serait bien si ils ne pouvaient pas entrer au parlement ».

Le 18 mai 2015

Le KJK condamne les attaques contre les bureaux du HDP

La Coordination du KJK condamne les attaques contre les bureaux électoraux du HDP en Turquie avec une communication écrite : « Nous savons en quels centres les forces qui effectuent ces attaques font confiance. Avec ces attaques sales, organisées par des équipes spéciales de guerre sous la protection des forces au pouvoir, la société de la Turquie veut être déstabilisée. (...) L'AKP veut intensifier une atmosphère d'affrontements et de tensions contre notre peuple avant les élections. Mais quoi que ce soit que nous aurons à payer pour elle, politique d'égalité et de fraternité dans ce pays. »

Le 19 mai 2015

La Délégation du HDP : AKP appuie sur le bouton de l'isolement pour mettre fin au processus

La délégation qui a souvent participé à des pourparlers avec Öcalan tient une conférence de presse :

« Bien qu'il n'y ait toujours pas de délégation de surveillance, ils [le gouvernement AKP] ne répondent même pas à notre demande de rencontrer Öcalan. Le gouvernement de l'AKP a commencé un nouveau système d'isolation sur Öcalan. (...) Pour mettre fin au processus, ils ont sorti leur carte de l'isolement et l'ont abattue sur la table des négociations, qu'ils veulent renverser. »

Le 23 mai 2015

Karayilan : L'armée Turque viole le cessez-le-feu

Murat Karayilan, Haut commandant de la guérilla déclare : « Depuis quelque temps, l'armée Turque essaie de briser les règles du cessez-le-feu. Si nos forces n'étaient pas très prudentes et sensibles, jusqu'à aujourd'hui il y aurait eu beaucoup d'affrontements. »

1 Juin 2015

Le porte-parole Arınç : Aucun processus sans AKP

Le porte-parole du gouvernement de l'AKP, Bülent Arınç : « Tout le monde devrait dire ce qu'il pense, ce qu'il croit. Tout le monde doit faire sa politique sans armes, sans violence. C'est ce que nous voulons. Juste après les élections, nous allons achever cette tâche. Tant que l'AKP aura le pouvoir absolu. »

8 Juin 2015

Akdoğan : Oubliez le processus de paix

Après les élections générales, où HDP a gagné 13% et l'AKP a perdu son pouvoir absolu, le Vice-Premier Ministre Yalçın Akdoğan déclare : « A partir de maintenant le HDP ne peut que faire le film du processus de solution. Puisqu'ils ont obtenu 13% ils doivent faire un appel à Qandil et obtenir que le PKK dépose les armes. »

11 Juin 2015

Erdoğan mécontent de la réussite des YPG à Tel Abyad

Le Président Erdoğan a exprimé son désaccord avec la libération de la ville contrôlée par l'EIL Tel Abyad par les forces du YPG : « L'Occident, qui bombarde les Arabes et les Turkmènes à Tel Abyad avec des avions, les remplace par l'organisation terroriste du PKK et du PYD. Comment pouvons-nous valoriser cela de façon positive ? Comment pouvons-nous croire que cet Occident est honnête ? »

14 Juin 2015

Le KJK appelle à un processus transparent et légal

La Coordination du Mouvement des Femmes Kurdes (KJK) avec une déclaration écrite appelle le Gouvernement de l'AKP à développer des solutions radicales et progressives pour la question Kurde : « La question Kurde ne peut être résolue que par des réunions entre les délégations de l'Etat et du HDP. Le processus doit être mené sous garanties juridiques et constitutionnelles d'une manière transparente et officielle ».

3 Juillet 2015

La Délégation du HDP : Le processus de paix ne doit pas faire l'objet de négociations

La délégation du HDP, qui n'est pas en mesure de visiter Öcalan depuis Avril, a annoncé : « Les obstacles qui nous empêchent de rendre visite à Öcalan sur l'île d'Imrali doivent être levés de toute urgence et le concept de l'isolement d'Öcalan doit être mis de côté. Ceci est le point le plus important et urgent.

En outre, les mécanismes de négociations doivent être établis dès que possible et au point de coalition des pourparlers le processus de solution ne doit pas être traité comme un objet de négociation ».

4 Juillet 2015

200 intellectuels appellent à la paix et avertissent Erdoğan

200 intellectuels ont appelé à la paix : « A nos yeux, la tentative du président Erdoğan, de victimiser la Turquie pour ses intérêts politiques et d'entrer dans un conflit régional, et peut-être beaucoup plus large est extrêmement dangereux. (...) Il est clair qu'une intervention militaire en Syrie ne prendrait pas l'EIL pour cible, mais le PYD et ainsi le système cantonal du Rojava ».

11 Juillet 2015

Le KCK : Chaque emprisonnement sera motif de représailles

Le Conseil exécutif du KCK a fait une déclaration à la presse écrite: « Notre mouvement de

libération ne peut plus accepter l'exploitation du cessez-le-feu. Notre mouvement va réagir aux politiques qui gardent la question Kurde non résolue par la détention. Nous ne permettrons aucune exploitation de notre attitude patiente et sensible ou aucune politique de détention ».

14 Juillet 2015

Arınç : Ils vont déposer les armes

Le porte-parole du gouvernement Bülent Arınç a parlé à la presse : « À Dağlica ils ont attaqué la région autour d'une base militaire. Les soldats ont répondu. 5 contre 1, 10 contre 1. Mais ce ne fut pas tout; 2 avions de guerre ont tout détruit et tout le monde là-bas avec deux attentats à la bombe. A partir de maintenant, ce sera comme ça. Personne ne peut jouer avec l'armée Turque. De mauvais jours attendent l'organisation terroriste. Soit ils ne déposent pas les armes et cette activité se poursuivra ou soit ils comprennent qu'il n'y aura pas de processus avec une organisation terroriste, portant les armes ».

20 Juillet 2015

Le KCK : AKP responsable du massacre de Suruç

Le Conseil exécutif du KCK fait une déclaration de presse concernant l'attentat à la bombe à Suruç, où 32 personnes sont mortes : « Avant tout, le gouvernement de l'AKP, qui a soutenu et ce faisant a renforcé l'EIL, est responsable de ce massacre. Les relations et les alliances AKP établies avec l'EIL sur la base de l'hostilité aux Kurdes a créé le terrain pour ce massacre ».

23 Juillet 2015

1050 arrestations dans 34 villes

Après le bombardement de Suruç, la police Turque a mené des raids dans 34 villes. Dans les 3 jours, selon les chiffres officiels au cours de ces raids "contre l'EIL et le PKK" 1050 personnes ont été arrêtées. Alors que seulement 140 d'entre eux sont accusés d'avoir des liens avec l'EIL, 894 d'entre eux sont Kurdes ou des militants politiques de gauche.

24 Juillet 2015

Frappes aériennes Turques dans le nord de l'Irak

Après plus de 2 ans, les avions de guerre Turcs commencent à bombarder des zones sous le contrôle des forces de guérilla du PKK et dans le nord de l'Irak. Des civils aussi sont ciblés.

27 Juillet 2015

Davutoğlu : Nous avons effectué d'excellentes opérations

Le Premier Ministre Ahmet Davutoğlu répond aux questions après la réunion du cabinet : « Les opérations sont la voix de la démocratie, de légitimité. Maintenant, nous montons la voix. Notre voix a monté lorsque nous avons bombardé Qandil, lorsque nous avons bombardé des positions de l'EIL, lorsque nous avons conduit des opérations contre toutes les trois organisations, DHKP-C inclus, partout en Turquie. Nous savons quels dégâts nous avons fait.

Nous avons effectué une opération très efficace. D'excellentes opérations ont été effectuées. La psychologie de la Turquie d'aujourd'hui est très différente de celle de mercredi. L'Etat agit comme un seul homme. Tout le monde devrait regarder ses étapes. »

1 Août 2015

8 civils tués par des frappes aériennes

Dans les premières heures de la matinée des avions de guerre turcs attaquent le village Zargali dans la région de Qandil. 9 civils meurent, 15 ont été blessés.

III. Chronique militaire

20 Février : Bombardement à l'obus et au mortier à Mêrgê et Tepê Ronahî (région de Şemdinli/Hakkari).

23 Février : Bombardement de la région de Haftanin à l'obus et aux canons antichars. Tentatives de lancement d'une opération militaire sur la frontière de Haftanin. En résultat des tirs de semonce des forces de la guérilla, retrait de l'armée Turque. Opération militaire à Şemdinli.

27 Février : Tentative de lancement d'une opération à Haftanin. En résultat des tirs de semonce des forces de la guérilla, retrait de l'armée Turque. Bombardements à l'obus et au mortier à Şehit Kendal. Operation à Cudi/Şırnak.

28 Février : Bombardement à l'obus et au mortier à Şehit Kendal/Haftanin.

Mars 1 : Bombardement à l'obus et au mortier à Uludere/Şırnak.

10 Mars : Bombardement à l'obus et au mortier à Tepê Keçel/Haftanin.

11 Mars : Bombardements à l'obus et au mortier Yüksekova/Hakkari et Ertuş Castle/Zap.

13 Mars : Opération militaire Genç/Bingöl. Tirs de semonce des forces de guérilla.

14 Mars : Attentats à l'obus et au mortier Shell à Şehit Rahime (Yüksekova/Hakkari).

23 Mars : Opération militaire autour du village de Golik à Mazıdağ/Mardin.

26 Mars : Bombardements à l'obus et au mortier de la colline de Siro (Şemdinli/Hakkari) et à Şehit Kendal/Haftanin.

27 Mars : Bombardement à l'obus et au mortier et armes lourdes dans la région de Avaşin. Réaction des forces de la guérilla avec des armes lourdes. Tentatives de lancement d'une opération dans Kêlik/Haftanin. Retrait de l'armée turque, après des tirs de semonce des forces de la guérilla.

10 Avril : Vaste opération sur le mont Tendurek à Diyadin/Ağrı. Déploiement militaire depuis l'air.

11 Avril : Raid armé du camp de guérilla à Tendurek dans la nuit. Premier coup de feu tiré par l'armée Turque. En résultat affrontement entre les forces de l'armée et de la guérilla. 1 guérilla tué, 1 blessé. 5 soldats tués, 7 blessés.

12 Avril : Bombardements intensifs à l'obus au mortier et armes lourdes à Şemdinli/Hakkari.

27 Avril : Attentats à l'obus et au mortier Şehit Kendal/Haftanin et la région de Zap. Opération militaire à Norşin/Bitlis.

1er mai : Bombardements à l'obus et au mortier à Şehit Rahime(Yüksekova/Hakkari). Réaction des forces de la guérilla avec des armes lourdes. Tirs de chars à Zap.

2 mai : Opération militaire à Silvan/Diyarbakır après avertissement de l'action de sabotage des forces de la guérilla sur un pont contre la construction de (?).

5 mai : Opération militaire dans la région entre Muş et Norşin/Bitlis. Positionnements sur

certaines collines critique.

6 mai : Opération des forces paramilitaires à Xakurke. Retrait après des tirs de semonce par les forces de la guérilla.

9 mai : Vaste opération à Mardin. Retrait sans résultat après 1 jour.

11 mai : Bombardement à l'obus, au mortier et canons de chars sur la région frontalière dans Haftanin.

12 mai : Opération militaire dans le village de Reşane à Lice/Diyarbakir. Retrait après tirs de semonce des forces de guérilla.

14 mai : Tentative de lancement d'une opération à Masiro/Xakurke. Tirs de semonces de forces de la guérilla à l'arme lourde. Bombardement à l'obus, au mortier et canons de chars dans la région de Avaşin. Vaste opération dans la région entre Diyarbakir et Muş.

15 mai : Bombardement au mortier et armes lourdes à Metina.

18 mai : Bombardements à l'obus et au mortier à Avaşin. Réponse des forces de la guérilla avec des armes lourdes.

Tentative de provoquer un affrontement à 500 mètres du camp des forces de la guérilla.

20 Mai : Bombardements à l'obus et au mortier dans la région de Avaşin. Tirs de semonce par les forces de la guérilla avec armes lourdes.

27 mai : Opération à Yüksekova/Hakkari.

31 mai : l'opération sur le mont Artos à Gevaş/Van.

11 Juin : Bombardement à l'obus, au mortier et canons de chars dans la région de Avaşin. Bombardements de mortier à Şuke (Yüksekova/Hakkari).

14 Juin : Affrontements après l'opération militaire à Eruh/Siirt. 1 guérilla tuée.

12 Juillet : Tirs de chars à Zap.

15 Juillet : Bombardements à l'obus et au mortier à Zap.

16 juillet : Attentats à l'obus et A-4 attentats Besta/Şırnak et Haftanin. Operation à Malazgirt/Muş.

20 Juillet : Vaste opération Kömür/Adıyaman avec des drones pilotés et sans pilote. 1 soldat tués, 2 blessés dans affrontement.

21 Juillet : Bombardement à l'obus et au mortier à Silopi/Şırnak. Opération à Silopi. Opération à Ovacık/Tunceli.

22 Juillet : Une 'Apoist Bouncer Team' tue 2 policiers, accusés de collaborer avec l'EIL, dans Ceylanpınar/Urfa. Annoncé comme représailles aux attaques de Suruç. Tirs de chars à Haftanin. Attaque avec des chars, A-4 et des armes lourdes à Hozat/Tunceli.

24 Juillet : Début de frappes aériennes de l'armée Turque à Kandil, Xinere, Xakurke et région de Behdinan dans le nord de l'Irak.

1 Août : Frappe aérienne sur le village Kurde à Zargali/Qandil. 8 civils meurent, 15 sont blessés. L'armée Turque affirme avoir attaqué un camp militaire de combattants du PKK.

